

B. MERCERDI

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hassenstein et Vogler;
LONDRES, Gower and son, 2, St-Anne's lane; Delizy,
Davies et Co, 1, Finch lane, Cornhill; A. Cecil, 1,
Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
Tavistock Row; Aug. Siegle, 110, Leadenhall street.
AMSTERDAM, B. Eisingrad, libraire;
LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
ROTTERDAM, M. Nijth et Van Duijn, libraires;
LUXEMBOURG, au bureau de poste;
ROME, Merlo, libraire, place Colonna;
GENÈVE, Crisafiovich, place de la Poste, 24;
FLORENCE, Vieuxsue, cabinet littéraire;
NAPLES, Belen et Rocholl;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
SMYRNE, Desprits et Co, libraires.

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PARIS (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année) payable
Province, 12 fr. »
La France, 21 fr. »
Allemagne, 18 fr. »
Angleterre, 17 sh. »
Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

ABONNEMENT. Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

20 août, à midi.

47^e jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ. 759^{mm}61
THERMOMÈTRE centig. du barom. 19.4
TEMPÉRATURE centig. de l'air. 20.8
Id. maximum depuis hier midi. 23.5
Id. minimum depuis hier midi. 13.6
EAU tombée. 0^{mm}00
VENT. ESE
SOLEIL, lever. 4 h. 55 m.
Id. coucher. 7 h. 40 m.
LUNE, lever. soir. 8 h. 27 m.
Id. coucher. matin. 6 h. 33 m.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne, 1^{re} à 5^e la ligne, payable
RÉCLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne, d'avance
FAITS divers (corps du journal), 3 fr. la ligne.
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à M. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8,
place de la Bourse.
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER,
à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Breslau, Brestlau,
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lan-
zanne; p^r l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G.
STREET, 20, Cornhill, E. C. 4, M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

AVIS.

En offrant en prime à nos abonnés le *Journal officiel de la Commune*, nous leur avons dit qu'on en avait publié diverses réimpressions plus ou moins incomplètes.

Une nouvelle réimpression qui vient de paraître en volume est offerte aux abonnés de certains journaux français.

A ce propos nous tenons à rappeler que notre prime n'a rien de commun avec ces réimpressions, dépourvues de tout caractère d'authenticité, sans valeur au point de vue historique, sans intérêt pour les bibliophiles.

Notre collection, c'est l'édition originale, l'édition princeps, c'est le journal même de la Commune de Paris, imprimée au jour le jour, au fur et à mesure des événements. Il n'y manque ni un numéro, ni un document, et l'Indépendance peut seule offrir cette collection à ses lecteurs.

BRUXELLES, 20 août

REVUE POLITIQUE.

La session des conseils généraux s'est ouverte hier dans toute la France. Les renseignements venus des départements font pressager que cette session sera plus paisible encore que les précédentes. Beaucoup de conseils ont réuni simplement leurs bureaux de l'année dernière.

On ne cite qu'un, jusqu'à présent, qui ait pris un parti différent. C'est celui de l'Yonne, où un républicain a été appelé à la présidence, en remplacement d'un républicain monarchiste à qui est honoré avoir été conféré lors de la première réunion du conseil. Cette substitution est significative. Elle témoigne hautement, non pas seulement que le département de l'Yonne est acquis à la république — comme l'avaient déjà démontré d'une façon éclatante les dernières élections législatives — mais que l'opinion républicaine y a fait, depuis un an, de sérieux progrès parmi les classes conservatrices.

Un incident, où la passion politique joue naturellement son rôle, s'est produit dès la première séance au conseil général de la Seine-Inférieure, dont la majorité est fort hostile à la république. Un conseiller républicain, qui s'est réfugié en Belgique pour échapper à une condamnation politique, a donné avis à ses collègues que, n'ayant pas pu obtenir du gouvernement les facilités qu'il avait demandées pour aller remplir son mandat, il se voyait, à son grand regret, empêché pour la seconde fois de prendre part aux travaux de la session, mais qu'il ne croyait pas cependant devoir donner sa démission. Une motion a surgi aussitôt des rangs de la majorité tendante à prononcer sa déchéance. Les conseillers généraux, une fois qu'ils ont validé les pouvoirs de leurs membres, n'ont plus, que nous sachions, le droit de les annuler. Ce serait donc une illégalité flagrante que commettrait le conseil de la Seine-Inférieure, s'il accueillait la proposition qui lui est soumise. Dans tous les cas, la chose fut-elle légale, ce n'en serait pas moins une acte de pure intolérance et d'intolérance gratuite, car les députés ne sont pas assésés en reportant en masse leurs suffrages sur le conseiller exproprié de son mandat pour cause d'utilité réactionnaire.

Si l'on peut-être à souhaiter que la majorité du conseil se mit dans le cas de recevoir cette leçon, car la Seine-Inférieure est un des départements de France où les ennemis de la république font le plus de bruit, nous le plus de besogne, et il ne serait pas mal qu'un avertissement électoral leur imposât un peu plus de retenue. Un tel avertissement s'adresserait d'une

manière particulièrement opportune à un député rouennais, M. Raoul Duval, qui vient de rééditer devant une réunion « conservatrice » le réquisitoire violent qu'il a prononcé vingt fois déjà, à la Chambre et ailleurs, contre d'honnêtes gens coupables, à ses yeux, de n'avoir pas abusé de la confiance de la démocratie française pour relever l'empire, lorsqu'il venait de s'effondrer à Sedan.

M. Raoul Duval, par son passé, appartient au plus pur bonapartisme, comme, par son présent, il appartient à la plus pure réaction. Pour lui, il n'est pas de crime plus grand que « l'usurpation » du 4 septembre, ni de criminels plus abominables que les membres du gouvernement de la Défense nationale, et comme M. Gambetta a été l'âme de ce gouvernement, en province, c'est contre M. Gambetta qu'il a pris l'habitude de diriger ses traits les plus acérés. Cette fois encore, il n'y a pas manqué, mais il n'a trouvé qu'à ressasser contre le député de Paris, son collègue, des injures prises de droite et de gauche et qui ont perdu toute puissance par l'abus qu'en a fait depuis dix-huit mois la bonne presse. *Tantum imbecille...*

Dictateur de l'incapacité, politique de fous furieux, tout le fondement du discours de M. Raoul Duval est là. Peut-être aurait-il dû se demander comment l'auteur de ce mot de dictature de l'incapacité, qui voulait être profond autant que cruel, a prouvé sa compétence à juger de la capacité des hommes publics. Il aurait dû se souvenir, dans tous les cas, que si l'autre mot, celui de politique de fous furieux, est échappé un jour à M. Thiers dans l'ardeur de l'improvisation, M. Thiers a eu le bon goût de le regretter et s'est montré assez juste pour reconnaître hautement que la politique de la dictature de Tours était inspirée par le plus ardent patriotisme.

Mais M. Raoul Duval n'est pas obligé d'être juste, et, dans le fait, on peut bien parler de dictature, d'incapacité, quand on tient de si près à un régime dont la capacité a produit Sedan, et de politique de fous furieux, quand aux actes de la délégation de Tours et de Bordeaux, qui a négligé d'instituer des commissions mixtes, on peut opposer la folie tout à fait douce et bégéne du 2 décembre.

M. Thiers, un peu fatigué de son excursion à Honfleur, n'est pas sorti hier du chalet Cordier, mais il y a reçu quelques personnes de Paris, entre autres M. Renard, le préfet de police. Le jour où le Président fera son voyage au Havre n'est pas encore fixé. Il se pourrait cependant qu'il eût lieu cette semaine.

Le prince Frédéric-Guillaume, héritier de la couronne de l'empire allemand, a terminé sa tournée d'inspection dans les garnisons du royaume de Wurtemberg. Ce jeune prince, sympathique aux populations du Midi, qui l'avaient vu avant l'entrée en campagne de 1870, a tenu de leur part des ovations enthousiastes dans toutes les localités qu'il a parcourues. Bien que les nouveaux règlements, uniformes pour toutes les troupes qui composent l'armée allemande, n'aient pas encore été introduits partout, le prince n'a eu que des félicitations à adresser aux chefs de corps.

Le *Moniteur wurtembergeois* reproduit l'expression de cette satisfaction, en ajoutant que la justice rendue à l'armée du Wurtemberg par un juste compend est pour celui-ci une récompense méritée des efforts qu'elle a dû faire pendant l'hiver et au printemps, pour s'initier complètement à la nouvelle organisation militaire.

L'énergie avec laquelle le gouvernement allemand fait exécuter la fermeture des établissements congréganistes et l'expulsion des jésuites étrangers fait perdre toute contenance à la presse tramontaine. Un des organes les plus fouteux de cette presse, le *Vaterland*, qui avait déjà avoué publiquement sa haine contre le nouvel empire allemand, fait un appel désespéré au clergé et surtout au clergé bavarois, pour qu'il proteste contre les violences des « frisons allemands ». « Si vous ne voulez pas combattre, dit cette feuille dans un accès de fureur, vous mourrez. Mais il viendra, le jour de la revanche, le jour de notre délivrance; ce jour est proche et nous entendons déjà le caillou qui roule et qui écrasera les pieds du colosse. » Que veut-on, nous sommes en pleine canicule.

Décidément le Saint-Siège cherche noise au gouvernement de la Confédération helvétique. Peut-être le rejet par le suffrage universel de la réforme constitutionnelle a-t-il fait naître chez la

camarilla romaine l'espérance de voir revenir les beaux jours du Sonderbund, ou bien, tenue en respect par les monarchies, cherche-t-elle à se venger sur les dos des républicains. Aux réclamations soulevées par l'érection d'un évêché catholique à Genève, la curie vient de répondre en formulant des griefs au sujet des lois cantonales qui limitent l'établissement des congrégations religieuses. D'après le *Courrier de Genève*, le chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse vient d'adresser au Conseil fédéral une Note et une protestation contre la loi (de Genève) du 3 février, détruisant les associations religieuses et le décret législatif du 29 juin, comme portant une atteinte formelle aux droits et aux garanties stipulées dans le bref de 1819, et comme une violation formelle des promesses faites par le conseil d'Etat lors de l'acceptation spontanée de ce bref.

Le gouvernement italien ne prend aucun souci des protestations et des provocations du Pontife inflexible qui siège au Vatican, ni des menaces de l'Eglise « militante ». Il veut de prendre possession du quartier général des jésuites à Rome, pour y établir l'administration centrale du génie et l'état-major général. C'est toujours un « hôtel de la guerre ».

La *Nazione* de Florence, la *Perseveranza* de Milan et l'*Unità nazionale* de Naples donnent des détails plus ou moins exacts sur les dispositions de la future loi concernant la suppression des corporations religieuses de la province de Rome. Les ministres ne sont pas encore d'accord sur la teneur de cette loi vivement réclamée par le parti libéral, mais qui est d'une rédaction difficile à cause des intérêts multiples, à la fois italiens et étrangers, laïcs et religieux, à son encontre. Il est à peu près arrêté, dès à présent, que les biens des corporations seront convertis en rentes, et que cette rente sera employée comme il suit : les maisons où résident les supérieurs généraux et autres dignitaires des diverses corporations, et les maisons étrangères disposent librement de la rente obtenue par la conversion de leurs biens.

Après avoir prélevé sur la rente totale de chaque corporation la somme nécessaire pour servir des pensions viagères aux membres de cette corporation, on abandonnera le reste au Saint-Siège, en partant de ce principe que les biens des convents de la capitale du monde catholique ont une origine plus ou moins cosmopolite et une destination plus ou moins papale. Les religieux et les religieuses pourrnt, si bon leur semble, vivre ensuite sur le sol italien en associations libres, n'ayant plus la personnalité civile et juridique.

Les jésuites seront supprimés, en vertu de la loi piémontaise de 1848, devenue loi italienne, sans leur maison générale, qui aura bien respecté, les jésuites des pays où la Commune n'est pas supprimée ayant le droit d'être représentés près le Saint-Siège.

Le roi d'Espagne a débarqué le 17 au Ferrol. Il a été salué par des salves d'artillerie de l'escadre anglaise et des bâtiments espagnols qui se trouvaient dans la baie.

On donne comme probable que le prince Humbert se rendra en Espagne, après les manœuvres de Somma, pour rendre visite à son frère, le roi Amédée.

Des lettres de Pampelune signalent des faits regrettables qui ont eu lieu dans cette ville pendant une course de taureaux. La musique ayant joué l'hymne de Garibaldi, les carlistes présents se sont livrés à des manifestations hostiles et ont voulu faire taire les musiciens, tandis que les libéraux, au contraire, applaudissaient. L'alcade de Pampelune a essayé d'intervenir pour amener une entente, mais sans succès. Il y a eu des rixes à coups de bâton, l'alcade lui-même a été atteint. Les choses ne se sont pas bornées là. Vendredi, 16 août, l'alcade a été assailli dans une rue de Pampelune et sept coups de fusil ont été tirés sur lui sans cependant l'atteindre. On assure que trois des assassins ont été arrêtés.

Le nouveau grand-vizir vient de compléter son administration en nommant au ministère des finances, — le plus important, pour un cabinet réformateur — Sadik pachà, dont le précédent passage aux affaires a laissé de bons souvenirs.

Il paraît que Midhat pachà veut donner une impulsion énergique à la construction et à l'exploitation des voies nouvelles de communica-

tion. Sans s'arrêter aux lenteurs traditionnelles de l'administration ottomane, il veut d'autoriser la mise en exploitation d'une nouvelle section de 200 kilomètres du réseau ottoman, ce qui porte le développement des lignes exploitées actuellement à près de 400 kilomètres.

Nous donnions dernièrement aux cléricaux le conseil de ne pas trop pousser leur pointe, de s'effacer dans une ombre modeste, et surtout de ne pas exiger des membres de leur dernier ministère plus que ceux-ci ne peuvent raisonnablement leur accorder après les échecs qui leur ont été infligés coups sur coups. Nous terminions notre exhortation en leur disant : Le jour où le cléricisme pur voudra renaitre, vous perdrez ce qui vous reste de pouvoir.

Ces recommandations, bien désintéressées de notre part assurément, — car le libéralisme n'a rien à perdre aux fautes des cléricaux, il ne peut qu'y gagner — ces recommandations exaspèrent le *Courrier de Bruxelles* qui les relève en ces termes :

« Ce qui est non-seulement hardi, mais outré, c'est la note sous laquelle l'*Indépendance*, quand la feuille maçonnique prétend que les catholiques ne restent au pouvoir qu'à la condition de se montrer aussi peu catholiques que possible. »

« Le cléricisme » veut rendre, il était donc mort. Mort le 14 juin 1871 mort le 2 août suivant ! mort le 14 juin dernier !

Et dire que ce parti mort a conquis dans les deux Chambres une majorité que les doctrinaires n'avaient pas lorsque l'*Indépendance* célébra pour la première fois nos élections !

Il nous semble qu'après tant de déceptions l'*Indépendance* devrait y regarder à deux fois avant de remonter sur son trépas prophétique. »

Le *Courrier de Bruxelles* ergote sur un mot dont nous avons eu déjà l'occasion de rétablir le véritable sens dans le cours de nos polémiques avec l'*Echo du Parlement*. Nous n'avons jamais dit que le cléricisme fut mort. Nous n'avons jamais prétendu que le parti cléricain fût hors d'état de ressaisir la majorité parlementaire, qui lui avait échappé pendant treize années consécutives. Nous savons que les scrutins et les flots sont changeants. Mais nous avons dit, et cela avant les élections de 1870, que le cléricisme était mort comme parti gouvernemental; et nous maintenons cette appréciation, d'autant plus qu'elle est singulièrement confirmée par tout ce qui s'est passé dans ces derniers temps.

Il y a deux ans que le cléricisme est en possession de la majorité parlementaire, et du pouvoir. Il a eu déjà un ministère tiré sous lui. Le ministère sur lequel il chevauche aujourd'hui ne marche plus qu'à cloche pied; et si les cléricaux n'y prennent garde, avant peu il sera sur le flanc.

Si nous voulions faire le compte de toutes les déceptions dont le cléricisme a été régalé depuis son retour aux affaires, nous arriverions à un assez joli total. Neussions-nous à citer que les élections communales du 1^{er} juillet, l'en s'en serait assez pour justifier nos conseils de prudence et déterminer nos adversaires à les prendre en sérieuse considération. Mais nous ne serions pas surpris qu'ils n'en tinsent aucun compte.

Un correspondant qui nous écrit de San Francisco (Californie), 1^{er} août, nous adresse le compte des recettes et dépenses de cette ville du Pacifique pour l'exercice clos au 30 juin dernier.

Les dépenses sont montées en totalité, pendant cette période d'un an, à la somme de 7,236,203-64 dollars, soit 13,631,018 francs et 30 centimes.

Le poste le plus élevé est celui de l'instruction publique, *school department*, qui

a entraîné une dépense de 604,322-13 dollars. A cette somme il faut ajouter 82,760-80 dollars pour l'école industrielle.

Ce qui fait, en tout, pour l'instruction publique, sans compter l'intérêt des capitaux représentés par les immeubles, une somme de 687,282-93 dollars, soit 2,436,414 fr. 65 c. — au delà du quart des dépenses totales de la ville.

La population de cette cité maritime, la plus jeune des Etats-Unis, est de 150,000 âmes.

Notre correspondant ajoute que le corps enseignant à tous les degrés est généralement rétribué, et qu'on voit sortir de ses rangs les hommes les plus remarquables dans les autres branches de la vie publique.

Le renseignement nous a paru de nature à intéresser tous ceux qui s'occupent de l'amélioration de l'instruction populaire dans notre pays, et de la position toujours précaire de nos instituteurs.

Voici le rapport adressé au Roi par M. le ministre de l'intérieur au sujet des élections communales de Laeken :

« Sire,
« Le résultat constaté par le procès-verbal des élections communales qui ont eu lieu à Laeken le 1^{er} juillet 1872 a donné lieu à de vives contestations.

« Statuant sur la validité desdites élections, la députation permanente du conseil provincial du Brabant a, par son arrêté du 30 juillet dernier, modifié ce résultat en proclamant élus au premier scrutin MM. Fransman (Edm.), Lickens (Ad.), Claude (Louis), Du Jardin-Daessart, Van Volxem (Jules) et Herri (Ch.), et en ordonnant un scrutin de ballottage entre : 1^{er} MM. Bockstal (Em.), 2^e Verhoeven (Pierre), 3^e Herri (Constant), 4^e Jacobs-Fontaine, 5^e Hamelrath (Ch.), 6^e Steyls (Jean-Henri), 7^e Vander Aa (Ernest), 8^e Van Santen (Prosper), 9^e De Bauche (J.-B.), 10^e Smekens (Jean).

« La décision, qui a fait l'objet d'un recours à Votre Majesté de la part du gouverneur du Brabant, se fonde sur ce que les mentions insérées dans les procès-verbaux établissent à toute évidence qu'il y a eu, lors du premier scrutin, sept bulletins annulés, dont quatre au premier bureau et trois au second bureau, à cause de la qualification d'*industriel*, ajoutée aux noms des sieurs Delloy-Masson et Hallet; que, cette qualification étant légale, l'annulation des bulletins qui la contiennent ne se justifie pas; qu'en conséquence, les sept bulletins en question doivent être validés, d'où il suit que, le nombre des bulletins validés étant ainsi porté de 503 à 510, la majorité absolue est, non de 252, mais de 256, et que le nombre des suffrages attribués à chacun des candidats doit les nombres figurant sur les sept bulletins indûment annulés étant augmentés de sept, la majorité absolue est acquise au sieur Herri (Charles), à qui le bureau n'avait attribué que 243 suffrages, tandis qu'il échappe à quatre des candidats proclamés élus au premier scrutin par le bureau électoral.

« Le recours du gouverneur du Brabant soumet à l'appréciation de Votre Majesté les réclamations que soulève l'élection.

« Le procès-verbal du bureau principal présente des irrégularités qui ne permettent pas de se rendre exactement compte des faits qui motivent les réclamations. Ce qui ressort à l'évidence des énonciations de ce procès-verbal, c'est qu'il y a eu, au bureau principal, quatre bulletins annulés et deux bulletins contestés au premier tour de scrutin; mais, de ces six bulletins, un seul est annexé au procès-verbal et c'est le seul dont le motif d'annulation puisse être établi sans contestation.

« D'un autre côté, le procès-verbal du bureau sectionnaire constate qu'il y a eu, dans ce bureau, trois bulletins annulés à cause de la qualification d'*industriel* donnée à deux des candidats qui y figurent, et deux bulletins contenant chacun un suffrage nul. Ces deux bulletins sont annexés au procès-verbal, tandis que les sept autres ne le sont pas.

« Le total des bulletins annulés et contestés dans les deux bureaux est donc de onze.

« Or, non-seulement il n'en est produit que six, dont quatre portent la qualification d'*industriel*, mais, de plus, le bureau principal, dans la partie de son procès-verbal qui a pour objet le recensement des votes dans les deux bureaux, atteste que le nombre des bulletins nuls est de six, dont quatre annulés pour le motif d'*industriel* et deux pour indications incomplètes.

« Cette attestation, que contredisent les faits résultant de la combinaison des deux procès-verbaux, est évidemment erronée. Il est hors de doute et il n'est d'ailleurs point contesté que quatre bulletins ont été annulés au premier bureau et trois au bureau sectionnaire.

« La contestation porte uniquement sur les motifs de l'annulation.

« D'une part, on affirme que les quatre bulletins annulés par le premier bureau l'ont été, de même que les trois bulletins annulés au bureau sectionnaire, à cause de la qualification d'*industriel* attribuée à deux candidats. D'autre part, on soutient avec non moins d'énergie qu'un seul bulletin, portant la qualification d'*industriel*, a été contesté et annulé au premier bureau, et que les cinq autres bulletins déclarés nuls ayant été écartés pour d'autres motifs.

« En présence de ces affirmations contradictoires, en présence aussi des lacunes et des inexactitudes manifestes du procès-verbal rédigé par le bureau principal, il est difficile de se prononcer avec certitude sur les points contestés. La destruction de certains bulletins annulés ou contestés qui, aux termes de l'article 88, § 3, du code électoral, ont été déposés au procès-verbal, rend impossible, en effet, une vérification qui serait indispensable.

« On peut toutefois considérer comme suffisamment établis par les documents officiels de l'élection les faits suivants :

« 1^{er} 512 électeurs ont pris part au vote.
« Trois bulletins ont été annulés par le second bureau, à cause de la qualification d'*industriel* donnée à certains candidats. Ces bulletins sont annexés au procès-verbal. Ils ont été décomptés quatre fois du nombre total de bulletins. Or, on en a déduit deux.
« D'autre part, le bureau principal constate que 503 bulletins seulement ont été admis comme valides. Six autres bulletins ont donc encore été délégués.

« Ces six bulletins ne peuvent être écartés, car des bulletins dans le bureau principal avait, de son côté, admis la nullité.

« De ces six bulletins, un seul est annexé au procès-verbal du bureau principal. De même que les trois autres annulés par le second bureau, il les a qualifiés d'*industriel* à deux des candidats. Mais le procès-verbal de recensement des votes fait par le bureau principal indique clairement le motif d'annulation des cinq bulletins non annexés. On y lit : « Bulletins nuls et écartés, quatre pour le motif d'*industriel* et deux pour indications incomplètes. »

« L'ensemble des faits prouve que cette mention ne s'applique qu'aux bulletins annulés par le bureau principal, dans le cours de ses opérations particulières, et ne touche point les bulletins annulés par le second bureau. En effet :

« 1^{er} Si les bulletins annulés par le second bureau étaient compris dans ladite mention, ce n'est pas non bulletins, mais six bulletins seulement que, dans le recensement général, on en a déduit deux; le total de 512 bulletins, Or, on en a déduit deux.

« 2^e Le procès-verbal des opérations particulières du bureau principal mentionne, de son côté, six bulletins nuls.

« Partant de ces faits, on peut admettre que sept bulletins, — trois du second bureau et quatre du bureau principal, — sont annulés à cause de la qualification d'*industriel* donnée à certains candidats.

« Or, c'est avec raison que ce motif d'annulation a été contesté : d'une part, le motif d'annulation indique que la qualification d'*industriel* n'est pas la condition de l'individu dans la société. D'autre part, on ne peut voir une marque frauduleuse dans cette qualification, reproduite sur non nombre de bulletins autographiés.

« Dès lors, le nombre des bulletins à déléguer du chiffre total de 512 bulletins valides n'est plus de neuf, il ne peut être que de dix.

« Le nombre des bulletins valides serait donc de 510.

« La majorité absolue de 256.
« Ce nombre de suffrages aurait été obtenu par MM. Fransman (270), Lickens (258), Van Volxem (264), Claude (257), Du Jardin (259) Quant à M. Charles Herri, en lui comptant, comme il est juste de le faire, les suffrages portés dans les quatre bulletins annulés à son profit, on arrive à un total de 257, et non de 253 suffrages. Or, rien ne permet d'aller au delà de une certitude suffisante et de lui accorder des suffrages du chef de bulletins qui ont été détruits. Au surplus, en supposant même qu'on pût aller jusqu'à lui attribuer aux 253 suffrages, encore ne pourrait-on le déclarer élu au premier scrutin.

« En effet, il reste, indépendamment des sept bulletins annulés du chef de la qualification d'*industriel*, deux bulletins annulés par le bureau principal pour indications incomplètes. Ces bulletins ayant été détruits, il est impossible de dire si l'annulation en était justifiée et quels noms portaient ces bulletins.

« Or, en supposant que l'annulation ne fût pas mieux justifiée que celle des autres bulletins, le nombre des bulletins valides d'après le § 12, du code électoral, serait de 257 et non de M. Ch. Herri ne justifierait pas de plus de 256 suffrages.

« Il y a donc lieu de décider que cinq conseillers seulement ont été élus au premier tour de scrutin, savoir : MM. Fransman, Lickens, Van Volxem, Du Jardin et Claude, et d'ordonner, pour l'élection de six conseillers, un scrutin de ballottage entre MM. Bockstal (255), Verhoeven (255), Herri (Constant) (254), Jacobs-Fontaine (253), Herri (Charles) (253), Hamelrath (250), Steyls (246), Vander Aa (242), Petit-Toussaint (246), Van Santen (242), De Bauche (246) et Smekens (244).

HENRI RIVIÈRE

(Revue des Deux-Mondes)

(La suite à demain.)

LA FAUTE DU MARI (1)

DEUXIÈME PARTIE.

V (suite).

Lorsque le colonel retourna chez M^{me} Destrées, il trouva la jeune femme intérieurement agitée, mais s'attendant presque à la réponse qu'il lui portait. Avec une grâce tranquille et triste, elle remercia le colonel de ses bons offices, se plaignit doucement de son sort et dit qu'elle comptait vivre désormais absolument retirée, probablement dans une province éloignée d'où elle ne sortirait pas. C'était en quelque sorte un congé qu'elle lui donnait. Il le comprit ainsi, et partit bientôt pour Brévillé, où il devait rendre un dernier service à M^{me} Destrées en répandant le bruit que la mission de son mari, se changeant en voyage d'exploration, pouvait se prolonger au delà de ce qu'on avait prévu.

Les hésitations de Berthe, son attitude indécise et presque froide, le calme relatif avec lequel elle avait suivi les phases de la maladie de M^{me} Darcy et appris la nouvelle de sa mort, la demi-tentative qu'elle avait laissée le colonel faire auprès de son mari plus qu'elle ne l'y avait encouragé, se rattachaient à un grave événement survenu dans sa vie de femme, et dont elle avait longtemps douté : Berthe était enceinte. Elle avait d'abord été saisie d'un grand trouble, mais n'avait livré son secret à personne. La maternité l'avait surprise au milieu de sa jalousie, de sa colère, de ces désirs, étranges pour elle, qu'elle éprouvait de recouvrer son mari en l'enlevant à Cyprénie. Bientôt cependant l'apaisement s'était fait en elle; des sensations amères et douces l'avaient maîtrisée et conquise. Elle songeait toujours à Richard, mais à travers une autre pensée, à cette celle de son enfant. Cet enfant, c'était elle et lui, le passé et l'avenir. Il lui était une première vengeance. Si elle le voulait, elle l'aurait à elle seule; Richard ne saurait rien de son existence? Aussi s'était-elle gardée d'en parler au colonel, qui eût sans doute employé ce moyen de lui ramener son mari.

Celui-ci ne fut revenu que pour l'enfant. Cela ne devait pas être; elle voulait qu'il revint uniquement pour elle. Berthe se sentait toute changée; elle n'avait plus ni fiel, ni courroux, et avec l'orgueil d'être mère, toute vibrante d'émotions généreuses, elle avait le cœur plein de mansuétude et de pardon. Elle se recueillait, prévoyant bien que la lutte serait longue, et qu'elle aurait besoin, pour reconquérir son mari, de toute sa patience, de toute sa tendresse, de tout son génie de femme.

Au bout de quelques jours, elle s'en fut à la maison que Richard avait habitée avec M^{me} Darcy. Ses façons simples et réservées ne donnaient aucun éveil, et on lui dit que M. Destrées s'était fait conduire à un hôtel meublé du faubourg Saint-Germain. Heureuse de ce premier succès, elle ne hâta point ses démarches; elle ne voulait s'avancer que sûrement. Ce qui la préoccupait surtout, c'était de savoir de quelle manière Richard pouvait subsister. Elle n'ignorait pas que le colonel lui avait fait des offres de service, et qu'il les avait refusées. Quand elle s'informa de M. Destrées à l'hôtel qu'on lui avait désigné, on lui apprit qu'il était parti et qu'il demeurait dans une rue assez éloignée, l'une des plus étroites et des plus sombres du quartier. Berthe s'y aventura lorsque la nuit tombait, aussi émue que si l'on se fût agi pour elle d'un rendez-vous coupable, et découvrit une haute maison d'aspect misérable, qui en ce moment n'avait de lumière qu'un dernier étage. — Est-ce donc là, se dit Berthe. — Elle pensa que Richard, selon ce qu'il avait dit au colonel, avait peut-être changé de nom en se présentant dans ce logis; en tout cas, elle craignait d'être remarquée. Elle restait donc enfoncée dans l'ombre d'une porte, lorsque la fenêtre, que ses yeux ne quittaient pas, vint à s'ouvrir. Richard, car c'était lui, s'y accouda quelques minutes, regarda le ciel, qui était pur, parut frissonner au contact de l'air assez froid déjà de la nuit, et referma la croisée. Berthe, qui avait tremblé d'être aperçue, s'enfuit encore effrayée et toute joyeuse. Elle savait au moins qu'elle trouverait Richard pour l'entrevoir quelquefois et veiller sur lui.

A partir de ce jour-là, soit que ce fût une conséquence de son état ou que ces émotions diverses l'eussent trop profondément agitée, elle se vit obligée de garder la chambre. Elle n'était plus de force à sortir longtemps à pied, ne voulait

« J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de modifier dans ce sens la décision de la députation permanente du conseil provincial du Brabant. » Bruxelles, le 16 août 1872. » Le ministre de l'intérieur, » DELCOUR. »

La Moniteur contient, ce matin, plusieurs arrêtés royaux en date du 16 courant, statuant sur les élections communales d'Aerscelle, Corteken, Bierbeek, Sersing, Thourout et Laeken.

Voici quelle est la portée de ces arrêtés. Dans la commune d'Aerscelle, un candidat, proclamé conseiller, le sieur Vande Walle, Yvo, avait vu son élection invalidée par la députation permanente parce que les bulletins de vote portaient la qualification de *bon non Bernard*. L'arrêté royal se prononce en sens contraire.

A Corteken, les élections avaient été annulées par la députation, qui avait vu de la pression électorale dans le fait que certains électeurs se seraient présentés au vote avec des bulletins sous enveloppe. L'arrêté écarte ce chef de nullité et valide les élections.

Nous retrouvons dans les élections de Bierbeek, et les enveloppes contenant le bulletin et la qualification ajoutée au nom, avec cette différence qu'il n'y a pas d'un tel, c'est « un tel père. » Mêmes suites par conséquent qu'à Corteken et Aerscelle. L'arrêté de la députation permanente est cassé, et l'élection est validée. Sont donc proclamés conseillers pour la première section de la commune de Bierbeek :

MM. Evers (Guillaume), Struyf père et Steno (Guillaume), aux lieux et place de MM. Bogue (Pierre), Lombeck (Thomas) et Steno (Joseph), proclamés par le bureau électoral, et pour la deuxième section, MM. Godis (Pierre), Bosmans (Pierre), Jacquot (Jos-Mich), de Fillet (Louis), Denonville (Félix) et Van Goidenhoven (Antoine).

A Sersing est soulevée la question dont nous parlons plus loin. L'arrêté royal la tranche en faveur du réclamant, et valide l'élection de M. Louis Urbach.

Est également validée l'élection de Thourout, le gouvernement estimant que les onze conseillers à élire ont obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin. Enfin, pour les élections de Laeken, l'arrêté de la députation permanente statuant sur elles est annulé. Sont proclamés élus au premier tour de scrutin :

MM. Fransman (Edm.), Liekens (Adr.), Van Volcken (J.), Du Jardin Damsart et Claude (Louis).

Il sera procédé à un scrutin de ballottage pour la députation permanente. Les membres de la députation permanente MM. Bockstal (Emile), Verhoeven (P.), Herri (Constant), Jacobs-Fonaine, Herri (Charles), Hamelrich (Ch.), Steys (Jean-Henri), Vander Aa (Ern.), Tiel-Tielings, Van Santen (P.), De Bauche (J.-B.) et Smekens (J.).

On écrit de Warnach à l'Echo du Luxembourg : « Il a été procédé à de nouvelles élections communales suite de l'annulation du scrutin par la députation permanente. » Ce qui restait encore de électeurs a été expulsé du conseil à commencer par le plus huppé de nos noirs, M. Leroy, de Warnach.

C'est le cas de dire qu'à quelque chose malheur est bon. La députation permanente croyait qu'un nouveau scrutin ramènerait au conseil les électeurs qui en avaient été expulsés. C'est le contraire qui est arrivé.

L'opinion publique en a fait complètement justice, et ce qui n'a pas pu contribuer à ce résultat, c'est le sentiment que la majorité de la députation n'avait été guidée dans la mesure qu'elle adoptait que par un aveugle esprit de parti, sans souci des premières notions de convenance et de justice.

On nous écrit d'Anvers : « Deux cérémonies artistiques intéressantes ont eu lieu aujourd'hui dans notre ville. Je veux parler de l'inauguration des peintures monumentales exécutées par M. De Keyser dans le vestibule du Musée et de celle de la nouvelle halle, reconstruite sur l'emplacement de l'ancienne, d'après les plans et sous la direction de M. Schaepe, professeur d'architecture à l'Académie d'Anvers. M. Delcour, ministre de l'intérieur, accompagné de M. Bellefroid, directeur général des beaux-arts, était venu présider à ces deux solennités.

C'est à midi qu'a eu lieu l'inauguration des peintures du Musée. Les autorités municipales d'Anvers et les invités officiels étaient groupés sur le vaste paillasson du grand escalier. M. Vanden Bergh, échevin, remplaçant le bourgmestre absent, a pris le premier la parole et a prononcé un discours flamand dans lequel il a insisté sur l'importance du travail exécuté par M. De Keyser. M. Dillane de Steenhuyse a fait ensuite, dans un discours écrit en français, l'éloge de l'artiste et de son œuvre. Un troisième orateur, M. Beaufaux, professeur de l'Académie, s'est particulièrement attaché à indiquer les idées que l'auteur des peintures avait eues de développer dans l'ensemble des compositions placées sous les yeux des assistants, et à apprécier la manière dont il avait rempli sa tâche. Enfin, un élève de l'Académie d'Anvers, portant la parole au nom de ses camarades, a rendu hommage au mérite de M. De Keyser comme peintre et comme chef d'école. Tous ces orateurs ont été très-applaudis ; mais M. Delcour l'a été plus encore, lorsqu'il a donné lecture d'un arrêté royal élevant M. De Keyser au grade de commandeur de l'Ordre de Léopold.

Les peintures de M. De Keyser forment un ensemble de trois grandes compositions et de quinze tableaux de moindre dimension. L'histoire de l'école d'Anvers et de ses rapports avec les écoles étrangères est la pensée générale dont ces tableaux offrent le développement. La composition principale représente la ville d'Anvers tenant le livre de la corporation de Saint-Luc, où sont inscrits les noms des maîtres qui ont fait la gloire de l'école flamande, et distribuant des couronnes aux plus fameux de ces vaillants artistes. Le plan général rappelle celui de l'Hémicycle de Paul Delacroix ; mais les détails sont différents. La composition est parfaitement ordonnée ; les lignes ont de la grandeur, et les groupes, naturellement formés, sont reliés entre eux de manière à présenter un aspect d'ensemble et d'unité. Les autres compositions, qui se rapportent à la double influence locale à tour exercée et sublie par l'école flamande, dans ses rapports avec les écoles étrangères, se distinguent également par un remarquable mérite d'ordonnance. Dans les tableaux de moindre dimension sont représentés des épisodes caractéristiques de l'histoire des artistes flamands : peintres, sculpteurs, graveurs et architectes.

Cette œuvre considérable n'a pu être exécutée qu'au prix de longues méditations et de laborieuses recherches. Elle a été l'objet d'un travail intellectuel préalable dont le premier point venu ne serait certainement pas capable, et qui fait beaucoup d'honneur à M. De Keyser. Cet artiste a puisé aux sources les plus authentiques, pour donner une représentation exacte des personnages qu'il a mis en scène, tous sont des portraits et des portraits très-ressemblants. Nous avons dit que les tableaux sont fort bien composés ; nous ajouterons que les peintures sont d'une tonalité harmonieuse, parfaitement soutenue. On pourrait désirer qu'à la plus de caractère, plus de fermeté dans l'exécution de certaines figures, mais quelle est l'œuvre dans laquelle il n'y a rien à reprocher ? Ce qui est certain, c'est que M. De Keyser a rempli avec talent et avec succès la lourde tâche dont il avait le courage de se charger.

Les peintures du vestibule du musée d'Anvers sont exécutées à l'huile, sur toile, au moyen d'un procédé qui évite le miroitement des couleurs. On a bien fait de ne pas employer la fresque qui ne résiste pas au climat de la Belgique.

A une heure et demie a eu lieu l'inauguration de la nouvelle Bourse, où s'était transporté le monde officiel qui venait de participer à la cérémonie du Musée. Là aussi le premier discours a été prononcé par M. l'échevin Van den Bergh. M. Schaepe, auteur du monument, a pris ensuite la parole pour exposer lui-même son plan, en indiquant les motifs qui lui avaient fait adopter et en payant un tribut d'éloges et de reconnaissance aux artistes qui, dans les détails ma-

tiériels de l'exécution, lui ont prêté un efficace concours. L'éloge de M. Schaepe a été prononcé ensuite par M. De Keyser, qui a fait ressortir tout ce que cet architecte a déployé de science et de goût dans la conception architecturale du monument et dans la partie technique de la construction. M. Delcour a été encore très-applaudi, lorsqu'il a donné lecture d'un arrêté royal par lequel M. Schaepe est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold.

La nouvelle Bourse d'Anvers est d'une architecture très-riche et très-élégante. Dans le portique du bas règne une double galerie dont les voûtes, appuyées sur de légères colonnes sculptées, décrivent des courbes gracieuses. La galerie supérieure, découpée à jour, est d'une remarquable légèreté ; au milieu de chacun des deux grands côtés s'élèvent de charmantes tourelles qui rompent de la manière la plus heureuse l'uniformité de la ligne. L'édifice a pour couverture un dôme vitré soutenu par une armature en fer d'une grande hardiesse dont les arceaux sont entourés de feuilles de vigne et de grappe de raisin d'un effet pittoresque. Au sommet sont les armoiries de la ville d'Anvers, la main traditionnelle et les deux roses mêlées aux blasons des anciennes grandes familles qui avaient jadis des comptoirs à Anvers : les Doria, les Médicis, les Aldobrandini, les Ximénès, les Robiano, etc. Le mélange de pierre bleue, de pierre blanche et de briques polies dont la construction est formée, est d'un effet très-original et très-pittoresque. La toiture en fer, surmontant un édifice du style dit gothique, est un anachronisme ; mais on assure qu'il y a des cas où l'archéologie doit faire alliance avec l'industrie moderne pour résoudre de certains problèmes.

Un public nombreux, où dominait l'élément féminin, remplissait l'intérieur de la Bourse. Les négociants s'étaient abstenus, ne voulant point prendre part à une cérémonie à laquelle présidait l'administration communale qui va bientôt résigner ses fonctions.

On a remarqué avec surprise que peu d'artistes de Bruxelles assistaient à la double solennité qui était cependant de nature à les intéresser. Dans le groupe de personnes venues de la capitale pour assister à cette fête de peinture et d'architecture se trouvait le ministre d'Angleterre, sir Saville Lumley, qui cumule avec ses fonctions de diplomate le goût et la pratique des beaux-arts.

C'est après-demain jeudi que s'ouvrira, à Bruxelles, le congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique. Les membres se réuniront à midi à l'hôtel de ville, où l'administration leur soumettra la bienvenue et leur offrira une collation avec le vin d'honneur.

Le comité d'organisation a déjà reçu près de six cents adhésions, et le nombre des participants aux excursions est déjà si considérable que pour n'en pas compromettre le succès, surtout de celle des cavernes de la Lesse, il est question de clore les listes d'inscription.

Le gouvernement fait frapper une médaille commémorative pour le congrès. Dans les listes des savants étrangers attendus pour les délibérations du congrès, nous remarquons les noms des notabilités suivantes : Géologues : Prestwich (Londres), Belgrand et Hébert (Paris), Capellini, de Dicker, Gosselet (Lille).

Paléontologistes : MM. Owen (Londres), Deshayes, Gervais et Albert Gaudry (Paris), Fraas (Stuttgart), Dawkins (Gloucester).

Anthropologistes : MM. de Quatrefages, Broca (Paris), Virchow (Berlin), Schaffhausen (Bonn).

Ethnographes : M. de Mortillet, abbé Bourgeois, marquis de Vihay, général Faidherbe, Garrigou (France), Lubbock, Franks (Londres), Desor (Suisse) et les fondateurs de l'archéologie préhistorique du Nord : Nilson, Steenstrup, Worsaae.

Archéologues : M. Lindenschmidt (Mayence), Hildebrandt (Stockholm), Constable (Pérouse), Gozzadini (Bologne), Alex. Bertrand (Saint-Germain).

M. Oppert, auteur de célèbres recherches sur l'Abyssinie, s'est également fait annoncer.

Administration des chemins de fer et télégraphes. Il résulte d'une communication de la Compagnie de l'Est que la circulation est rétablie entre Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel.

En conséquence, le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée accepte, comme par le passé, les transports de voyageurs, bagages et marchandises, aussi bien à grande qu'à petite vitesse, pour au delà de Saint-Jean-de-Maurienne. (Communiqué.)

Ce matin a eu lieu au château de Laeken, avec toute la solennité qui comportait cette cérémonie militaire, la remise des drapeaux aux trois régiments d'infanterie légère, 1^{er} (carabiniers), 2^e et 3^e chasseurs à pied.

A onze heures les députations des trois régiments, composées des MM. colonels Libert, Braconnier et Demasière, accompagnés des officiers porte-drapeaux et des sous-officiers, ont été reçues par le Roi, à Laeken, où se trouvaient réunis les aides de camp de Sa Majesté, les officiers d'ordonnance, le ministre de la guerre, lieutenant général Guillaume ; M. le baron Chazal, lieutenant général, gouverneur de la résidence royale ; M. le lieutenant général Gonthals, aide-mai général chef de la maison militaire du Roi ; M. le général Scholbach, commandant la brigade d'infanterie ; MM. les colonels des divers régiments de la garnison de Bruxelles, le commandant d'armes, etc.

A midi, il y a eu dîner intime offert par le Roi aux députations et aux notabilités militaires conviées à la cérémonie.

A une heure trois quarts un demi-bataillon avec la musique du régiment des carabiniers était réuni dans la caserne de Laeken, tandis que les députations des 2^e et 3^e chasseurs à pied, après avoir reçu leur drapeau, s'en retournaient vers Bruxelles, pour de là se rendre à Mons et à Tournai, dans leur garnison respective.

Le détachement de carabiniers, musique en tête, est venu se ranger devant le perron du château.

Le Roi, en grand uniforme de général en chef de l'armée et revêtu de tous ses insignes, a remis dans la caserne de Laeken, le drapeau des carabiniers, à M. le colonel Libert, avec le cérémonial d'usage, puis S. M. a passé l'escorte en revue. En ce moment la musique fit entendre l'air national.

Après le défilé, le détachement de carabiniers est retourné à Bruxelles à la caserne du Petit-Château, et là le drapeau a été présenté solennellement au régiment. Ensuite l'enthousiasme patriotique a été conduit suivant toutes les prescriptions réglementaires à la demeure de M. le colonel commandant Libert.

La cérémonie s'est terminée vers trois heures. Le concert donné dimanche au Parc, au bénéfice de l'œuvre de la Société royale de philanthropie, par le corps de musique des grenadiers, avec le concours de l'Orphéon de Bruxelles, a pleinement réussi.

On annonce, pour jeudi, au Jardin zoologique, un concert de musique symphonique dirigé par MM. Sacré et Rosenboom.

Les fêtes d'Anvers sont, cette année, fort en vogue parmi la population bruxelloise. Dimanche, l'administration des chemins de fer n'a pu répondre à l'affluence des excursionnistes qui en organisant plusieurs trains spéciaux.

Le beau temps, du reste, ajoute à l'attrait des fêtes de ce genre ; et celles de la commune d'Ixelles ont attiré une foule considérable. La fête foraine de Saint-Josse-ten-Noode n'a pas été moins favorisée.

Il y a, dans le département du Nord, deux malheureux, dont l'un a été, par contumace, condamné à la peine de mort, par les frères Delamoy, qui sont en passe de fournir matière à la légende. Constantement poursuivis, et toujours échappant aux poursuites, ils mettent la gendarmerie sur les dents.

Il y a aujourd'hui la police et peu s'en est fallu que, ces jours derniers, ils ne tombassent entre les mains de la force publique. Ils étaient, en compagnie de deux autres, dans une auberge près de Cambrai, mangeant et buvant tranquillement, tandis que leurs chevaux les attendaient au seuil.

Deux gendarmes survinrent. A leur vue, l'un des frères Delamoy poussa immédiatement au large, suivi par l'un des gendarmes que cette fuite avait mis en garde. Ce fut une chasse-chaerée mais sans succès.

Pourtant, un moment, le gendarme put croire qu'il tenait le fuyard : il l'avait saisi par un pied. Pour tout dire, il ne resta qu'un soulier, tandis que Delamoy s'éloignait à toutes jambes. Son frère avait pu s'échapper également. Ses compagnons ont été arrêtés.

Voici le programme des fêtes qui auront lieu à Gand, les 15, 16, 17 et 18 du mois prochain :

Dimanche 15. — Réception des tireurs étrangers. — A midi, les tireurs étrangers se réuniront à la place de la Station du chemin de fer de l'Etat et se rendront, par la gare de ville, où ils seront reçus par l'autorité communale. — Remise d'une médaille commémorative.

Fête de musique. — A 3 heures de relevée, au Marché-aux-Grains, festival pour les corps de musique des garnisons du royaume.

Concert populaire. — A 8 heures du soir, à la place d'Armes, concert populaire par la Société royale des Mélomanes, avec le concours du corps de musique du régiment des guides.

Lundi 16 septembre. — Arrivée de S. M. le Roi et de S. A. R. le comte de Flandre. — Revue des tireurs étrangers et de la garde civique. — Tir à la cible. Deux heures de relevée, ouverture solennelle du tir à la cible, au boulevard de la Biloque.

Banquet royal. — A 3 heures de relevée, banquet offert à S. M. le Roi et aux tireurs étrangers, dans les salles du Casino.

Concert gala. — A 8 heures du soir, au Grand-Théâtre, concert gala avec le concours de la Société royale des Chœurs.

Société royale des Mélomanes. — A 9 heures du soir, fête offerte aux tireurs étrangers par la Société royale des Mélomanes dans son local, rue Savaan.

Bal populaire. — A 10 heures du soir, la place d'Armes sera brillamment illuminée. Un orchestre y exécutera des airs de danse. Illumination générale. — A neuf heures du soir, les édifices publics seront illuminés. — Les habitants sont invités à illuminer également les façades de leurs maisons.

Concours d'escrime. — A 9 heures du matin, la Société Saint-Michel donnera un concours d'escrime au local de la Société royale des Chœurs, rue des Baguettes.

Concert au Jardin zoologique. — A quatre heures du soir, concert au Jardin zoologique par le corps du régiment des guides.

Fête vénétiennne. — A 9 heures du soir, la Société du Club nautique gantois partira, avec ses embarcations brillamment décorées et illuminées, du pont du Pain-Pourri, près de la Cour-pour, pour traverser la ville et se rendre au Dok.

Mercredi 18 septembre. — Fête gymnastique. — A 2 1/2 heures de relevée, à la place Saint-Pierre, fête gymnastique par la Société gantoise de gymnastique.

Fête au Casino. — A 7 heures du soir, concert par le corps de musique du régiment des guides. Bal et illumination générale du jardin.

Après de ces fêtes, voici ce que dit le Journal de Gand : « Nous constatons avec plaisir que les travaux du tir à la cible avancent rapidement, grâce aux excellentes mesures prises par la direction des travaux. Les buttes et le bâtiment du tir seront achevés à l'époque fixée.

« Nous apprenons qu'un prix sera offert aux tireurs au nom des dames de la ville de Gand. « Le corps consulaire se propose également, nous dit-on, d'offrir un prix. Enfin, on nous assure que diverses sociétés veulent imiter cet excellent exemple.

« Le conseil de prud'hommes de Bruxelles se réunira en audience publique jeudi prochain, 22 août, à sept heures du soir, rue de l'Amigo, 11.

Bulletin de la bourse de Bruxelles. La bourse d'aujourd'hui est aussi lourde que les précédentes étaient fermes ; les affaires font défaut et les ventes offrent peu de mouvement. Le emprunt nouveau ouvre à 88-35 pour élargir à 88-45. L'emprunt ancien est offert à 84-85.

Les affaires au comptant ne se ralentissent pas. Les obligations et actions de chemin de fer sont généralement fermes, principalement les actions à revenu variable des lignes cédées à l'Etat qui sont demandées à d'énormes transactions au cours de 45 1/2.

Les actions des banques sont très-firmes. Les Banques nationales à 340, Paris de réserve de la société générale à 240 et la Banque des travaux publics à 675. Les changes sont calmes.

Communications et avis divers. La MESSAGERIE EXPRESS, 32, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Déplacements du mont-de-piété. — Commission. — Consignation. — Agence en douane.

— Prime sur l'or. On demande à acheter des pièces de 20 fr. en or, Sullé, 81, M. de la Cour.

— Assortiment de soies noires, Marché-aux-Bois, 8.

MM. Braleret et Melvior, membres du conseil municipal, se sont rendus auprès du préfet de police, qui a attendu le fait, mais qui n'a pas contesté, du moins, qu'il n'y ait eu une douzaine. Dans le nombre se trouvent, dit-on, des hommes qui avaient repris du travail et que l'on dit même, jusqu'à un certain point, bien vus par les gens paisibles de leur quartier.

A coup sûr, si jamais insurrection a dû mériter un châtiment sévère, c'est celle que la Commune a fait écarter contre toutes les lois, contre les pouvoirs les plus légitimes, et sans souci même des dangers exceptionnels qu'elle faisait courir à la patrie envahie par l'ennemi.

Mais tous les chefs, c'est-à-dire incontestablement les grands coupables, ayant péri, ayant été condamnés ou se trouvant hors d'atteinte, il n'y a vraiment pas à continuer indéfiniment des poursuites et des perquisitions qui ne peuvent plus guère mettre sous la main de la justice que des hommes coupables d'avoir combattu dans les rangs des fédérés. Or, toute personne de bonne foi ne contestera pas qu'au moment de la Commune, toute la population nécessaire et qui, par conséquent, n'avait pu quitter Paris, n'avait guère que le choix ou de servir le gouvernement insurrectionnel ou de mourir de faim.

A coup sûr, il eût été plus héroïque de prendre ce dernier parti, mais véritablement, si l'on tient compte en même temps du trouble de consciences que l'éducation n'a point éclairés, on doit comprendre que le moment est venu de mettre un terme à la répression, sauf, bien entendu, le cas où les auteurs et les complices de crimes de droit commun seraient découverts.

La répression, comme le crime, a des proportions formidables et inconnues jusqu'à cette triste époque : la responsabilité en demeure sans doute aux rebelles ; mais, enfin, au bout de quinze mois, il est temps que cette justice implacable s'arrête, d'autant plus qu'on ne peut pas dire qu'elle n'ait pas été largement satisfaite.

Après avoir publié un article antidissolutionniste fort remarqué et fort exploité par les feuilles monarchiques et réactionnaires, le Bien public en a publié un en sens opposé et qui scandalise les mêmes journaux qui avaient été fort satisfaits du premier.

Cela confirme une fois de plus ce que je vous ai écrit, que le gouvernement tient à ne pas blesser le parti radical de l'Assemblée, qui non-seulement l'a toujours soutenu contre la droite, mais qui encore a montré un véritable esprit politique et ne s'écarte point des limites de la modération.

Il n'y a rien d'exact, du reste, dans le désaccord que l'on croit devoir signaler dans le parti républicain au sujet de la question de la dissolution ; on est d'accord pour laisser complètement les conseils généraux indiquer leur vote à ce sujet, hors session, sans qu'il y ait aucune pression sur eux, mais on ne renonce pas à traiter pacifiquement et légalement un sujet qui est la grande préoccupation du pays.

Quelques observations sont faites sur la présence simultanée en France, à l'occasion de la session des conseils généraux, de M. de Vogüé, ambassadeur à Constantinople, et de M. Jules Ferry, ministre à Athènes, au moment où de nouveaux cabinets viennent à peine de s'installer dans deux capitales.

La grève des ouvriers fondeurs en chapellerie se continue à Aix (Bouches-du-Rhône) et, des deux parts, ouvriers et patrons, on ne paraît pas disposé à céder.

A la suite d'un refroidissement, M. Gambetta est assez souffrant depuis deux jours d'un amygdalite.

La situation de deux ou trois journaux parisiens devient de plus en plus précaire. On doit s'attendre d'ici à quelques jours à une ou deux catastrophes.

L'administration supérieure de la presse fait faire en ce moment une enquête sur une sorte d'agence prussienne qui fonctionne en ce moment à Paris et qui fournit des renseignements ou des rectifications, au point de vue allemand, à diverses feuilles de la capitale. On croit cette agence dirigée par un ancien employé, s'il n'est même encore, du ministère de l'intérieur.

Le Rappel contient d'intéressants renseignements sur l'organisation définitive du conseil d'Etat.

Pour que ce conseil administratif soit définitivement constitué, il faut que le garde des sceaux ait nommé les maîtres des requêtes et que les concours ait produit les auditeurs.

En ce qui concerne les maîtres des requêtes, les présidents de section viennent de dresser la liste de présentation sur laquelle les gardes des sceaux ont fait ses choix. Cette liste comprend trente-trois noms sur lesquels il faudra choisir vingt-deux personnes. Des aujourd'hui nous pouvons dire que tous les maîtres des requêtes qui étaient accrédités auprès de la commission provisoire du conseil d'Etat y ont été nommés : MM. Leblanc, Marbeau, David, Brann, de Baulny, Laferrère, Carnot fils, Fabas, Lévyell et Donoyer.

Les auditeurs actuellement en fonctions doivent se présenter au concours, dont l'ouverture a été annoncée par le Journal officiel. Ce sont : MM. Samal d'Arv, de Richemont, Burin des Rois, Bin de Valromont, le Vasseur de Précourt, Griolet, de Jouvencel fils, Vergnaud, Demangeot, Billard de Saint-Laumer, Marguerite et Cambon. Tout cela il se pourrait que le garde des sceaux, non content de ces maîtres des requêtes les plus distingués d'entre ces auditeurs.

Les attributions du conseil d'Etat seront en partie celles qui lui ont été attribuées en 1848, en partie celles qu'il possède sous l'empire. Comme en 1848, il ne sera appelé qu'à donner des avis au gouvernement, lorsqu'il sera consulté par lui, soit en exécution des lois et règlements, soit en vertu de l'initiative qui appartient aux ministres. Il sera principalement appelé à délibérer sur les affaires administratives, mais il pourra aussi donner des avis sur des questions de simple avis soumis à l'approbation du président de la république.

Nous avons cité, l'autre jour, un court passage de la lettre adressée par M. Dahirel au Journal du Morbihan. Le Journal des Débats, dans son premier Paris, se moque fort plaisamment de ce factum prétentieux :

« Au petit nombre de députés qui, depuis le commencement des vacances parlementaires, ont publiquement fait connaître leur manière de voir sur la situation intérieure, il faut ajouter M. Dahirel. Ce n'est pas précisément une lettre à ses électeurs que M. Dahirel vient de publier dans le Journal de Morbihan, et nous serions assez portés à croire que cet écrit sous forme de lettre, datée de Quennebec-Saint-Thégonne, est la reproduction en miniature de quelque interpellation que la Chambre n'a pas voulu entendre, car la Chambre n'a pas toujours été aussi complaisante pour M. Dahirel qu'elle le paraît l'être, et c'est ce qui explique pourquoi l'honorable député du Morbihan interpellé à Quennebec-Saint-Thégonne pour se dédommager de n'avoir pu le faire à Versailles, il y a gagné de pouvoir parler avec une entière liberté, sans craindre les murmures et les interruptions.

L'écrit de M. Dahirel est tout entier dirigé contre M. Thiers et les princes d'Orléans, et il se termine par une profession de foi légitimiste. C'est en ce sens que l'honorable député du Morbihan se présente aux électeurs, dont nous parlions l'autre jour. Il y a encore un autre point de ressemblance : M. de Francien se déclarait partisan du mandat impératif et se rapprochait par là des radicaux ; M. Dahirel, au contraire, se déclare partisan du mandat impératif et se rapproche par là des radicaux.

« L'autre jour, M. Dahirel a demandé au gouvernement de montrer sa force en supprimant l'état de siège. La suppression de l'état de siège est encore un vœu du parti radical, et nous croyons nous rappeler qu'il a été exprimé dans la session par quelques membres de l'extrême gauche. Il reste à savoir si l'Assemblée, qui depuis quelque temps semble traiter M. Dahirel en enfant terrible plutôt qu'en enfant gâté, voudra lui permettre de manquer et qu'il y ait des affaires plus urgentes sur le tapis. L'engagement que prend M. Dahirel d'embarrasser le gouvernement par sa demande relative à l'état de siège est donc un acte de peu de sagesse.

« L'autre jour, M. Dahirel a demandé au gouvernement de montrer sa force en supprimant l'état de siège. La suppression de l'état de siège est encore un vœu du parti radical, et nous croyons nous rappeler qu'il a été exprimé dans la session par quelques membres de l'extrême gauche. Il reste à savoir si l'Assemblée, qui depuis quelque temps semble traiter M. Dahirel en enfant terrible plutôt qu'en enfant gâté, voudra lui permettre de manquer et qu'il y ait des affaires plus urgentes sur le tapis. L'engagement que prend M. Dahirel d'embarrasser le gouvernement par sa demande relative à l'état de siège est donc un acte de peu de sagesse.

« L'autre jour, M. Dahirel a demandé au gouvernement de montrer sa force en supprimant l'état de siège. La suppression de l'état de siège est encore un vœu du parti radical, et nous croyons nous rappeler qu'il a été exprimé dans la session par quelques membres de l'extrême gauche. Il reste à savoir si l'Assemblée, qui depuis quelque temps semble traiter M. Dahirel en enfant terrible plutôt qu'en enfant gâté, voudra lui permettre de manquer et qu'il y ait des affaires plus urgentes sur le tapis. L'engagement que prend M. Dahirel d'embarrasser le gouvernement par sa demande relative à l'état de siège est donc un acte de peu de sagesse.

« L'autre jour, M. Dahirel a demandé au gouvernement de montrer sa force en supprimant l'état de siège. La suppression de l'état de siège est encore un vœu du parti radical, et nous croyons nous rappeler qu'il a été exprimé dans la session par quelques membres de l'extrême gauche. Il reste à savoir si l'Assemblée, qui depuis quelque temps semble traiter M. Dahirel en enfant terrible plutôt qu'en enfant gâté, voudra lui permettre de manquer et qu'il y ait des affaires plus urgentes sur le tapis. L'engagement que prend M. Dahirel d'embarrasser le gouvernement par sa demande relative à l'état de siège est donc un acte de peu de sagesse.

le service de la poste est bien en retard à Quennebec-Saint-Thégonne. Mais si M. Dahirel est un peu avancé en fait de nouvelles, il y a une compensation à ce léger retard. Il croit avoir découvert un moyen efficace d'amener les princes d'Orléans à résipiscence, c'est de leur témoigner beaucoup de froideur : « Quant à moi, dit-il, je pense qu'une froideur respectueuse est de nature à les ramener en eux-mêmes. » M. Dahirel nous permettrait-il cependant de lui faire observer que son moyen n'est pas absolument neuf ? Il y a dans la Grande-duchesse un diplomate qui explique tous ses succès par l'air froid qu'il affecte à propos et auquel il a dû habitude des enfants.

« Lorsque ma fille, dit-il, me surprenait à ne pas avoir l'air froid, elle me donnait le fouet. C'est cette éducation qui m'a rendu si fort. » On sait du reste qu'il n'y a rien de tout à fait nouveau sous le soleil, aussi ne cherchons-nous pas à nous en faire une affaire d'employer son procédé puisqu'il y a une confiance et qu'on l'a vu déjà réussir au théâtre. On peut essayer d'obtenir la fusion au moyen de l'air froid et concentré, comme de toute autre manière. L'essai est ce qu'on s'obtient, et M. Dahirel, comme on l'a vu, a bon espoir.

Le Journal des Débats termine par la déclaration que voici un long article relatif à la prochaine entrevue des trois empereurs à Berlin :

« Quoique les deux feuilles d'outre-Rhin, ce rendez-vous des trois souverains ne préoccupe nullement la France. Ces feuilles ont grandement tort de le représenter comme un nouvel échec de la diplomatie française. M. Thiers en est parfaitement conscient et tout à fait rassuré ; loin de voir l'entrevue de Berlin du mauvais côté, il en est satisfait, car, d'après tous les indices, elle nous annonce une assez longue période de paix. Or, c'est ce qu'il nous faut, car nous ne voulons pas être troublés dans notre travail de réorganisation ; nous ne voulons pas être entraînés prématurément dans quelque complication qui pourrait nous détourner de la voie que notre intérêt nous commande de suivre.

La République française donne les renseignements suivants concernant les conseils généraux :

« La séance d'hier a dû être remplie presque partout par les opérations du renouvellement annuel du bureau. L'élection des présidents, vice-présidents et secrétaires, qui sont nommés pour un an et une grande importance, en ce qu'ils ont le droit de voter, les tendances de la majorité dans chaque conseil et les forces gagnées ou perdues depuis la dernière session par les deux partis en présence, nous voulons dire le parti de la réaction et le parti de la République, ont été l'objet de l'attention de tous.

On comprend que nous n'avons pu recevoir encore que fort peu de nouvelles ; mais celles qui nous sont parvenues sont entièrement satisfaisantes.

Dans la Charente-inférieure, M. Dufour, garde des sceaux, a été élu président par 39 voix contre 39 votants. M. Duché, député, et M. Anatole Lericier ont été maintenus également à la vice-présidence. Les secrétaires de la dernière session, MM. Coudreau et Barbedette, qui appartiennent à la gauche républicaine du conseil, ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans le Cher, M. Davoucoux, maire de Bourges, républicain, a été élu président. Cette nomination, dont nous recevons la nouvelle par dépêche télégraphique, a une grande importance, car elle marque, en effet, le remplacement de M. Boin, président de chambre à la cour d'appel de Bourges, qui, malgré ses opinions monarchiques et réactionnaires, avait été élu président du conseil général de la Seine-Inférieure, au mois d'octobre de l'année dernière. L'échec subi par M. Boin montre clairement que la majorité du conseil général du Cher s'est déplacée, et que cette majorité est maintenant acquise à la République.

Dans l'Yonne, M. Lejay, député, membre de l'Union républicaine, a été réélu président. Une dépêche que nous avons reçue d'Auxerre nous annonce qu'on reprend possession du faubourg, l'honorable représentant a prononcé un discours dans lequel il a affirmé énergiquement la République.

Une dépêche de l'Agence Havas annonce qu'un incident a eu lieu dans la première séance du conseil général de la Seine-Inférieure, à l'occasion d'une lettre de M. Cord'homme, républicain, au président de la République, où il s'est récrié sur l'absence d'une condamnation politique. M. Cord'homme, dit cette dépêche, déclare qu'il ne veut pas donner sa démission, ni rentrer en France. Le conseil est saisi d'une proposition de déchéance.

Dans le Lot-et-Garonne, M. le général Riffault, directeur de l'Ecole polytechnique, et M. Bozeman, député, membre de la gauche républicaine, ont été réélus, le premier, président, et le second, vice-président. Dans l'Aveyron, les membres du bureau de la dernière session ont été aussi réélus.

SEULE COLLECTION ORIGINALE ET COMPLÈTE DU 20 MARS AU 24 MAI 1871.

(Pour les provinces belges et les pays étrangers, PORT EN SUS.)

SPA (BELGIQUE) -- SAISON DES EAUX 1872

(DERNIÈRE ANNÉE DE L'EXPLOITATION DES JEUX)

La saison commence le 1^{er} mai et finira le 31 octobre. — Pendant la saison, Bals ou Soirées dansantes dans les beaux Salons de la **REDOUTE**, Musique deux fois par jour, Spectacles, Fêtes et Concerts champêtres, Illumination de promenade, *Courses de Chevaux*. Convois de chemin de fer plusieurs fois par jour pour toutes les directions.

DOUCHES DE GAZ ACIDE CARBONIQUE.

PRÈS FRANCFORT-SUR-LE-MEIN

Trajet en 55 minutes.

Tous les agréments de Wiesbaden et Hombourg. — Correspondance avec tous pays. — Télégraphes.

AVIS. — LA BENZINE-COLLAS
Brevetée en 1851, pour le Dégraissage des Étoffes.
est toujours **8, R. DAUPHINE, A PARIS**
à même disposition d'annoncer sur les flacons, ainsi
que la même couleur du papier d'enveloppe. (2 con-
damnations du tribunal de commerce). 288

[illegible]

FRANCKS DE
GELIS-CONTI

Approuvées par l'Académie impériale de médecine de Paris.

Deux rapports académiques et de nombreuses expériences anciennes et récentes ont démontré leur supériorité sur tous les autres ferrugineux, et leur efficacité contre les pâles couleurs, les pertes blanches; pour fortifier les constitutions lymphatiques, régulariser la menstruation et combattre toutes les maladies qui ont pour cause l'appauvrissement du sang.

Les véritables dragées de Gélis et Conti sont livrées qu'en boîtes carrées, revêtues d'étiquettes teintes et scellées par une bande portant la signature de M. LABEYRON, dépositaire général à Paris rue d'Aboukir, 93.

Dépot à Bruxelles, chez Ch. DELAERE, pharmacien, et dans les principales pharmacies de ce pays qui vende.

1872

1872

WHILE AT A MOTELS MEASLES DOES NOT FEEL AS COMFORTABLE.

[illegible]